



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

*Le Directeur Général
de l'Administration*

Paris, le 03 OCTOBRE 2000

N/Réf. : NS-ARTT/DGA

M. le président du comité permanent de coordination des inspections

Mmes et MM. les directeurs généraux, directeurs et chefs de service d'administration centrale

Mmes et MM. les préfets de région
(directions régionales de l'agriculture et de la forêt)

Mmes et MM. les préfets de département
(directions départementales de l'agriculture et de la forêt)

Mmes et MM. les directeurs des établissements publics de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire et de l'enseignement technique

NOTE DE SERVICE : DGA/SDDPRS/N2000-1267

Objet : mise en œuvre de l'ARTT au ministère de l'agriculture et de la pêche

La circulaire du 2 octobre 2000 du ministre de l'agriculture et de la pêche a fixé le cadre de la réflexion sur la mise en œuvre de l'aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT) dans les services du ministère de l'agriculture et de la pêche en application du décret n°2000-815 du 25 août 2000. La présente note de service a pour objet de préciser la méthode de travail retenue.

I. Méthode retenue au ministère de l'agriculture et de la pêche

Afin de préparer les textes ministériels dans les meilleures conditions possibles, il est nécessaire que le niveau central et le niveau local d'administration travaillent ensemble en amont de leur élaboration et que les représentants du personnel soient impliqués dans toutes les phases et à tous les niveaux des discussions. En cela, le ministère de l'agriculture et de la pêche s'inscrit dans le cadre des préconisations du ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat. Il privilégiera une méthode itérative permettant :

- 1) aux niveaux central et local de s'exprimer afin de repérer les attentes des agents et faire émerger des solutions sur les modalités de la réduction du temps de travail et de l'organisation du travail ;
- 2) aux représentants des personnels d'être, à tous les niveaux, acteurs dans la réflexion sur la réduction du temps de travail et la réorganisation des services dans le cadre des 35 heures.

Ces travaux seront conduits en trois étapes :

1) Etudes et inventaire de solutions dans les unités pilotes (octobre 2000 à février 2001)

Cette démarche se traduit par la désignation d'unités pilotes pour chacun des grands secteurs du ministère (6 à 8 par secteur). Celles-ci seront chargées d'effectuer des études de terrain préalables à la phase de discussion nationale.

Les unités pilotes effectueront d'abord une analyse des contraintes structurelles et des caractéristiques temporelles de leurs activités et s'efforceront d'identifier les objectifs de qualité de service et d'amélioration de la gestion collective du temps. Dans un second temps, elles élaboreront des scénarios de réduction du temps de travail, en repérant leurs avantages et inconvénients au regard du diagnostic précédent.

Les chefs de service veilleront à ce que la réflexion implique l'ensemble de la communauté de travail.

Les représentants élus du personnel seront associés à toute cette phase de réflexion et seront formellement consultés sur le document établi par l'unité pilote dans le cadre des CTP compétents¹.

Des outils d'aide à la réalisation de l'étude et des inventaires de solutions seront fournis aux unités pilotes. Elles seront également appuyées dans leurs travaux par les membres de la mission de coordination décrite ci-après.

2) Elaboration des arrêtés fixant le cadre juridique (mars 2001 à juin 2001)

Lorsque les études de terrain seront achevées, commencera alors la préparation des textes réglementaires. Elle s'effectuera principalement à partir des inventaires de solutions que les unités pilotes auront réalisés afin que la discussion ministérielle respecte toute la richesse et la diversité des contraintes et des attentes des services.

Les solutions envisagées feront l'objet d'échanges interministériels, voire de validation formelle à ce niveau si elles impliquent l'une des dérogations prévues au décret du 25 août 2000. L'ensemble des textes nécessaires devra être prêt le 30 juin 2001.

Les CTP centraux et ministériel et leurs sections syndicales seront les enceintes d'élaboration de ces textes avec les organisations représentatives.

3) Préparation de la mise en œuvre dans l'ensemble des services (2^{ème} semestre 2001)

Enfin, lorsque l'ensemble des règles ministérielles auront été publiées, il reviendra à chaque service ou établissement d'élaborer les régimes de travail à partir des possibilités ouvertes par les prescriptions nationales et dans le cadre de la concertation avec les organisations syndicales.

¹ CTP spéciaux des directions et services d'administration centrale, CTP régionaux de l'enseignement public agricole, CTP des DRAF, CTP des DDAF, CTP des DAF.

II. Suivi par secteur

L'ensemble des travaux du ministère de l'agriculture et de la pêche seront suivis par secteurs d'activité :

- ◆ les directions régionales et départementales de l'agriculture et de la forêt (hors secteur vétérinaire),
- ◆ le secteur vétérinaire,
- ◆ les établissements publics de l'enseignement agricole,
- ◆ l'administration centrale.

III. Organisation du projet

L'ensemble du dispositif ministériel de mise en œuvre de l'ARTT sera suivi par un comité de pilotage associant au directeur général de l'administration, la directrice générale de l'alimentation, le directeur général de l'enseignement et de la recherche et les membres de la mission de coordination.

Cette mission de coordination est composée d'un responsable par secteur d'activité du ministère. Elle est chargée du suivi des travaux des services. Elle est composée de :

- M. André PIEGAY, du Conseil général du génie rural, des eaux et forêts, pour les directions régionales et les directions départementales de l'agriculture et de la forêt,
- Mme Françoise FOURNIE, inspectrice générale de l'agriculture, pour le secteur vétérinaire,
- M. Alain CIPRA, ingénieur général d'agronomie, pour l'enseignement agricole
- M. Laurent MOMMAY, inspecteur général de l'agriculture, pour l'administration centrale.

Le secrétariat permanent du comité de pilotage sera assuré par la sous-direction du développement professionnel et des relations sociales (direction générale de l'administration).

En ce qui concerne les travaux préparatoires à la négociation, le ministère de l'agriculture et de la pêche a choisi d'avoir recours à l'assistance du cabinet conseil qui a élaboré le guide méthodologique proposé par le ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat.

IV. Calendrier prévisionnel

Le calendrier des opérations de mise en œuvre de l'ARTT au ministère de l'agriculture et de la pêche est le suivant :

1) Section syndicale du CTP ministériel : concertation sur le projet de lettre de cadrage, choix des unités pilotes.	14 septembre 2000
Première phase	
2) Séminaire de présentation de la méthode de travail aux organisations syndicales, suivi d'une Section syndicale du CTP ministériel.	3 octobre 2000
3) Lettre d'information à l'ensemble des CTP.	Début octobre 2000
4) Séminaire de lancement avec les responsables des unités pilotes pour l'appropriation de la méthode et de l'outil d'étude.	12 octobre 2000
5) Travaux sur les études dans les unités pilotes.	Octobre – novembre 2000
6) Réunions par secteur des responsables des unités pilotes : restitution et synthèse des études. Préparation à l'élaboration des inventaires de solutions.	29 et 30 novembre 2000 5 et 6 décembre 2000
7) Section syndicale du CTP ministériel : présentation des résultats de la phase d'étude.	13 décembre 2000
8) Travaux sur les inventaires de solutions dans les unités pilotes.	Décembre 2000 – janvier 2001
9) Réunions par secteur des responsables des unités pilotes. Restitution et synthèse des inventaires de solutions.	Fin janvier 2001
10) Section syndicale du CTP ministériel : présentation des résultats de la phase des inventaires de solutions.	Février 2001
Deuxième phase	
11) Elaboration et négociation des prescriptions nationales (groupes de travail, sections syndicales, CTP ministériels).	Mars - avril 2001
12) Travail interministériel.	Avril – juin 2001
13) Publication des textes.	Juillet 2001
Troisième phase	
14) Discussion au niveau local sur les modalités de mise en œuvre.	Septembre – décembre 2001
15) Mise en œuvre de l'ARTT dans tous les services et les établissements	Au plus tard le 1 ^{er} janvier 2002

Pour que l'ensemble du dispositif de préparation à la mise en œuvre de l'ARTT aboutisse le plus favorablement des précisions et des informations vous seront fournies régulièrement. La direction générale de l'administration et la mission de coordination sont à votre disposition pour la réussite de ce projet.

Christian de LAVERNEE

Annexe I : Coordonnées de l'équipe projet

Secteur « vétérinaire » :

Mme Françoise FOURNIE
Inspectrice générale de l'agriculture
63 bis rue de Varenne
75007 Paris
tél. : 01.49.55.56.10
fax : 01.49.55.52.51

Secteur « enseignement agricole »

M. Alain CIPRA
Ingénieur général d'agronomie
DRAF – SRFD Pays de la Loire
8 passage Louis Lévêque
44046 NANTES CEDEX 1
fax : 02.51.54.02.45
mél : alain.cipra@educagri.fr

Secteur « administration centrale »

M. Laurent MOMMAY
Inspecteur général de l'agriculture
78 rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
tél. : 01.49.55.56.15
fax : 01.49.55.83.70
mél : laurent.mommay@agriculture.gouv.fr

Secteur « services déconcentrés »

M. André PIEGAY
Ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts
Conseil général du génie rural, des eaux et forêts
251 rue de Vaugirard
75732 PARIS CEDEX 15
mél : andre.piegay@agriculture.gouv.fr

Secrétariat du comité de pilotage

DGA - Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales
Bureau des affaires statutaires et réglementaires (ASTER)
78 rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
mél : artt.dga@agriculture.gouv.fr

Alain TOURNIER
Sous-directeur
tél. : 01.49.55.46.75
fax : 01.49.55.53.79

Pascal CHIRON
Chef de bureau
tél. : 01.49.55.41.04
fax : 01.49.55.83.20

Rodolphe JAYET-GENDROT
Chargé de mission
tél. : 01.49.55.40.31
fax : 01.49.55.83.20

mél : alain.tournier@agriculture.gouv.fr mél : pascal.chiron@agriculture.gouv.fr mél : rodolphe.jayet-gendrot@agriculture.gouv.fr

Annexe II : Unités pilotes

Secteur « enseignement agricole »

- ⇒ Enseignement technique
 - EPL de Romans (Rhône-Alpes)
 - EPL Angers Le Fresne (Pays de la Loire)
 - EPL de l'Hérault (Languedoc-Roussillon)
 - EPL Le Neubourg (Haute-Normandie)
 - EPL Besançon (Franche-Comté)
 - EPL d'Orange (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- ⇒ Enseignement supérieur
 - ENITA de Bordeaux
 - ENV de Nantes

Secteur « administration centrale »

- ⇒ Direction de l'espace rural et de la forêt (DERF)
- ⇒ Sous-direction de la gestion des personnels à la direction générale de l'administration (DGA)

Secteurs « services déconcentrés » et « vétérinaire »

- ⇒ Sites communs DDAF – Services vétérinaires (SV)
 - Aude
 - Dordogne
 - Loire
 - Haute-Saône
 - Somme
- ⇒ DDAF Finistère (hors SV)
- ⇒ DAF Martinique (hors SV)
- ⇒ DRAF Midi-Pyrénées
- ⇒ DRAF Rhône-Alpes
- ⇒ Circonscription de Collinée des SV des Côtes-d'Armor
- ⇒ Circonscription de Quimper des SV du Finistère
- ⇒ SV du Val-de-Marne
- ⇒ Poste d'inspection aux frontières de Roissy